

La croissance pénalisée par la demande intérieure

Produit Intérieur Brut

	2010	2011e	2012e	2013e
PIB (milliards de F.CFP)	843	871	874	886
PIB/hab (millions de F.CFP)	3,37	3,42	3,37	3,36

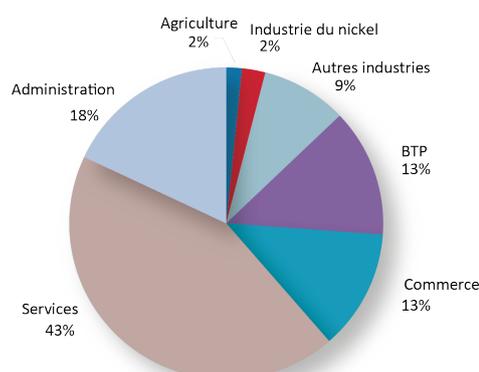
e : estimation

Croissance réelle depuis 1998 (%)

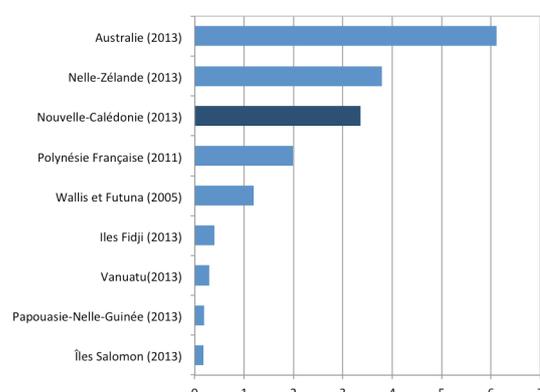
	Moyenne annuelle 1998/2010	2011e	2012e	2013e
PIB	3,6	2,7	1,6	1,9
Consommation finale*	3,5	2,6	2,3	1,6
Investissement	11,7	-2,8	-7,3	-11,2
Importations	7,0	-0,9	-4,1	-2,2
Exportations	0,8	3,6	3,5	6,3

* consommation des ménages + consommation des administrations publiques

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



PIB par habitant (millions CFP)



En 2013, l'économie calédonienne subit toujours le contre-coup de l'achèvement des grands chantiers privés et publics. La croissance de la Nouvelle-Calédonie s'établit à 1,9 % à prix constants, bien en deçà de la moyenne décennale (3,6%). Les résultats économiques des deux dernières années, caractérisées par la faiblesse de la demande intérieure, marquent une rupture avec la décennie précédente. Néanmoins, la croissance commence à tirer bénéfice de la dynamique des échanges extérieurs.

Puissamment stimulé par la construction de l'usine du Nord et l'enchaînement de grands chantiers publics, l'investissement productif avait atteint un sommet en 2010. Depuis lors, il ne cesse de chuter pour retrouver un niveau plus conforme à sa moyenne de long terme. Le taux d'investissement reste néanmoins élevé au regard de celui de la métropole (30 % contre 23 %). La demande intérieure est également pénalisée par l'affaiblissement de la consommation des ménages, conséquence du ralentissement de l'emploi et des salaires, et ce malgré une inflation modérée.

La montée en puissance du secteur nickel permet néanmoins d'atténuer le ralentissement de l'économie. L'activité minière augmente fortement (+24 %) pour répondre aux impératifs de production des métallurgistes. Toutefois, une partie de cette production minière est stockée par les nouveaux métallurgistes, en prévision de leur montée en production. Ainsi, les stocks atteignent un niveau record en 2013 et contribuent significativement à la croissance du PIB. En parallèle, la production des métallurgistes progresse de 11 % sous l'impulsion de Vale Nouvelle-Calédonie qui atteint désormais un quart de ses objectifs de pleine capacité. Ce dynamisme est cependant contrarié par la baisse des cours au LME (-14 %), la livre de nickel s'établissant à seulement 6,8 \$/lb en moyenne sur l'année.

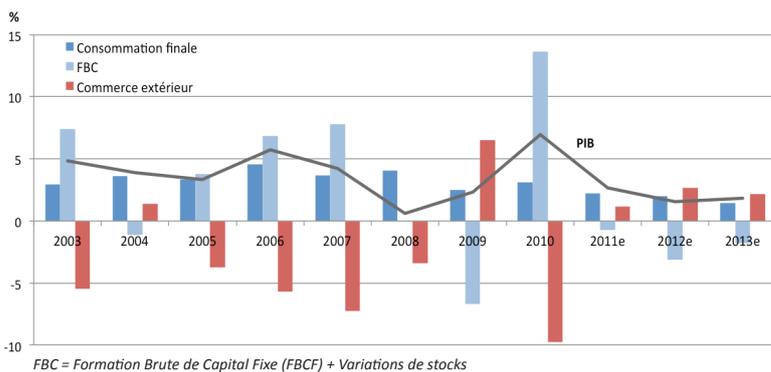
Néanmoins, le nickel offre des débouchés au reste de l'économie, permettant à la Nouvelle-Calédonie de résister face aux vents contraires. Les industries, en qualité de sous-traitantes, en sont les principales bénéficiaires et les effets indirects permettent aux services de maintenir leur activité à rythme constant. A l'inverse, le BTP se trouve dans une situation difficile, pénalisé par la chute de l'investissement.

En 2013, comme sur les deux années précédentes, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance en volume. Les modules de l'usine du Nord importés en 2010 avaient considérablement gonflé les importations qui depuis lors diminuent. Cette période coïncide également avec la montée en puissance de Vale NC et à l'augmentation des ventes de minerai de NMC (Nickel Mining Company) vers l'étranger. Toutefois, cette embellie ne se traduit pas en valeur en raison de la chute des prix à l'export. Il en résulte un nouveau creusement du déficit commercial qui s'établit à -180 milliards de F.CFP.

AVERTISSEMENT

Ce document est la huitième publication d'un compte économique rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Les résultats présentés sont des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macro-économique sur la base des comptes définitifs 2010 projetés en fonction des données disponibles pour les années suivantes jusqu'en 2013. Il ne s'agit pas d'un compte définitif et ces résultats sont donc amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

Contribution à la croissance : l'économie calédonienne à un rythme plus faible



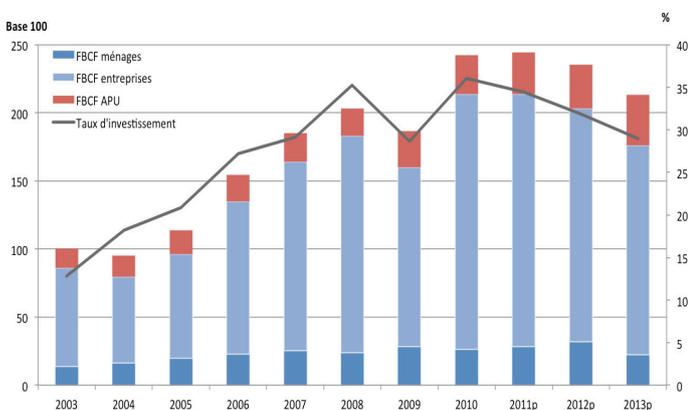
Investissement : des lendemains difficiles

En 2013, l'investissement chute plus rapidement encore que l'année précédente (-11 % contre -7 % en 2012). A la dégradation de l'investissement productif des entreprises s'ajoute en effet le recul des projets immobiliers des ménages.

Les dernières années s'inscrivent dans un contexte d'achèvement de l'usine du Nord et de gros chantiers publics (aéroport de La Tontouta, équipements des Jeux du Pacifique, Université...). Cette période a été exceptionnellement favorable à l'investissement des entreprises qui atteint un niveau record en 2010. Depuis lors, l'investissement reflue rapidement comme en témoigne la forte baisse des importations de matériels d'équipement, principalement pour la métallurgie mais aussi pour les secteurs du BTP et de l'automobile. Ainsi, l'investissement des entreprises se réduit de 25 % par rapport à 2010. Pour autant, cette baisse traduit surtout un retour à une situation de long terme et le niveau annuel d'investissement en 2013 demeure près de deux fois supérieur à la moyenne 2000-2009.

L'année 2013 a par ailleurs été particulièrement défavorable à l'investissement des ménages. Les attestations de conformité délivrées par le COTSUEL¹ témoignent d'une commande de logements inférieure de 33 % à celle de 2012. Ce recul concerne le Grand Nouméa mais aussi, phénomène nouveau, la zone Voh-Koné-Pouembout.

L'investissement recule mais reste à haut niveau



L'octroi aux ménages de nouveaux crédits à l'habitat régresse pour s'établir à 33 milliards de F.CFP, contre 40 milliards de F.CFP en 2012.

Dans une dynamique opposée, les investissements publics progressent fortement (15 %) sous l'effet de la montée en charge du chantier du Médipôle. Les dépenses d'investissement pour le complexe hospitalier se sont fortement accélérées, portant le financement à 13,4 milliards de F.CFP en 2013 contre 8,3 milliards de F.CFP en 2012.

La consommation des ménages sans ressort

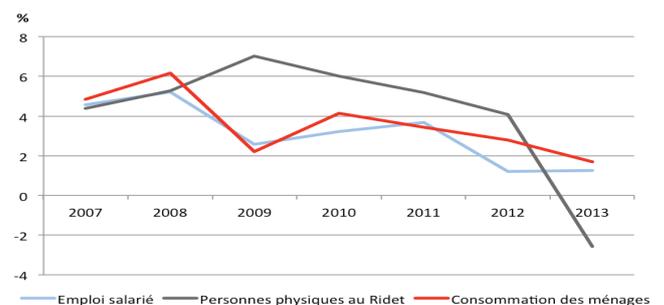
La consommation des ménages ralentit fortement en 2013 (+1,7 % contre +4 % en moyenne sur période longue). Elle contribue néanmoins à la croissance à hauteur de 1,1 point de PIB.

Ce ralentissement traduit la morosité observée sur le marché de l'emploi. Le ralentissement général de l'activité pèse en effet sur l'emploi salarié qui progresse peu (+1,6 %). Depuis la mi-2011, la croissance de l'emploi est singulièrement contrariée, témoignant de la prudence des entreprises dans un contexte économique et politique incertain. Parallèlement à cette faiblesse de l'emploi salarié, le nombre d'entrepreneurs individuels² est également en baisse après cinq années de forte hausse. Concomitamment, le niveau moyen des salaires ralentit nettement. Le SMG se stabilise après les fortes revalorisations intervenues au cours des trois années précédentes (de 125 000 F.CFP en 2010 à 150 000 F.CFP en 2012).

La frilosité des consommateurs s'illustre à travers les immatriculations de véhicules neufs qui accusent une nouvelle baisse en 2013 (-8,5 %, contre -5,9 % en 2012) au profit du marché de l'occasion. Les encours de crédits à la consommation continuent de ralentir (+1,0 % contre +2,6 %).

La consommation des ménages connaît ainsi sa progression la plus faible de la dernière décennie. Elle profite toutefois d'une inflation modérée (+0,7 %) s'expliquant notamment par la baisse du prix du carburant (-5,4 % sur un an) et des produits manufacturés (-0,3 %). Dans le même temps, les mesures mises en œuvre suite au conflit « vie chère » ont contribué à contenir la hausse des prix. Ainsi, les accords aboutissent en juin 2013 à la baisse de prix de 500 produits et au gel des prix en septembre de la même année. Parallèlement, la dépréciation des dollars australien et néo-zélandais, importants partenaires commerciaux de la Nouvelle-Calédonie, a permis de limiter le coût des produits, notamment alimentaires, en provenance de ces pays.

Evolution de la consommation des ménages, de l'emploi salarié et des personnes physiques au Ridet



Le nickel : des stocks record

Le nickel présente en 2013 la même situation contrastée qu'en 2012 : l'activité atteint un niveau jamais enregistré jusqu'alors tandis que les faibles cours du nickel pénalisent la valeur ajoutée du secteur.

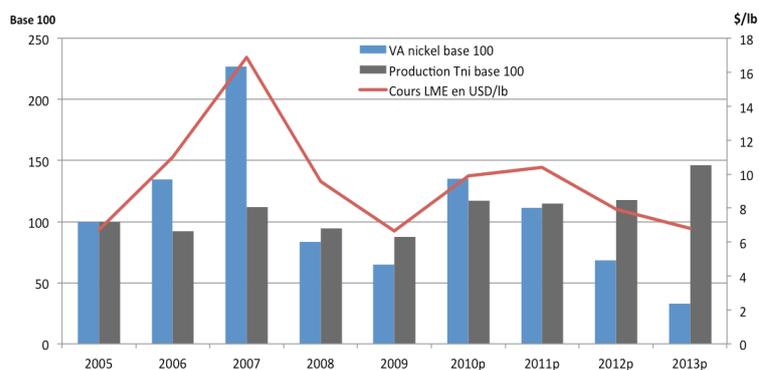
En 2013, les producteurs de nickel évoluent dans un contexte international difficile. En raison d'un nouvel accroissement de la production de fonte de nickel chinois, l'offre de nickel est à nouveau excédentaire. Les stocks mondiaux, toujours plus abondants, entraînent les prix à la baisse. Ainsi, le cours du nickel au LME se déprécie de 14 % atteignant le niveau bas de 6,8 \$/lb en moyenne sur l'année. Dans de telles conditions de marché, plusieurs entreprises calédoniennes produisent à perte.

Malgré ce contexte défavorable, la production de minerai augmente fortement (+24 %). Cette hausse est impulsée par les deux nouveaux entrants de la métallurgie pour alimenter leurs usines : Vale Nouvelle-Calédonie poursuit sa montée en puissance tandis que KNS entre en production en avril. Les exportations de minerai diminuent légèrement (-2 %) conséquence de la baisse de la demande australienne en latérites (-13 %). En revanche, les ventes de saprolites sont en progression de 4 % sous l'impulsion de NMC qui accélère ses approvisionnements vers l'usine offshore de SMS/Posco en Corée.

Pourtant, seulement un quart de la production supplémentaire est consommée par les métallurgistes locaux. Le reste est stocké en vue d'être transformé ultérieurement. Ainsi, en 2013, l'activité d'extraction minière est dans une situation inédite : 1/5ème de la production est stockée.

La métallurgie est en pleine accélération : la production augmente de +11 %, dopée par la montée en puissance de Vale Nouvelle-Calédonie qui compense ainsi la baisse d'activité de la SLN. En 2012, un incident technique avait fortement pénalisé l'activité de l'hydro-métallurgiste Vale, le contraignant à stopper son activité durant la moitié de l'année. En 2013, l'usine triple sa production qui atteint 15 500 tonnes de nickel contenu, correspondant à près d'un quart de son objectif de pleine production. La production de cobalt se développe et représente 10 % des ventes de Vale NC (contre 2 % en 2012). La valeur ajoutée de l'industriel augmente en volume mais reste cependant négative, le niveau de production seuil qui lui permet de couvrir ses coûts fixes n'étant toujours pas atteint. Pour le nickel métal, tout comme pour le minerai, l'année 2013 est marquée par un mouvement de stockage important.

La branche nickel en difficulté



L'activité productive globalement affaiblie

Bien que la montée en puissance du secteur nickel offre des perspectives en termes de sous-traitance, la morosité de la demande impacte le secteur productif. L'emploi salarié progresse faiblement (+1,6 %) et la création d'entreprises est en panne (-5,6 %).

Après une année 2012 très défavorable, la crise du BTP se prolonge en 2013. La construction subit de plein fouet la chute combinée de l'investissement des ménages et des entreprises. Les mises en chantier de logements sociaux sont moins nombreuses et les ventes de ciment sont en baisse de 5 %. La valeur ajoutée du secteur continue de se dégrader et près de 300 emplois salariés sont supprimés.

Moins à la peine, les industries arrivent à trouver des débouchés au travers des entreprises du nickel. Le secteur de l'énergie principalement, mais aussi celui des industries diverses, bénéficient de la montée en puissance de Vale Nouvelle-Calédonie ainsi que du démarrage de l'usine de Koniambo. Les besoins électriques des nouveaux métallurgistes augmentent de 80 % en 2013.

Les services et le commerce résistent également. La valeur ajoutée des services ne ralentit pas et le commerce reste assez bien orienté. Le taux de couverture perd près de 4 points en un an et passe de 44% à 41%. Le solde extérieur (incluant biens et services) affiche un déficit encore plus marqué avec la vive augmentation des importations de services aux entreprises (+26%).

Le déficit commercial s'accroît

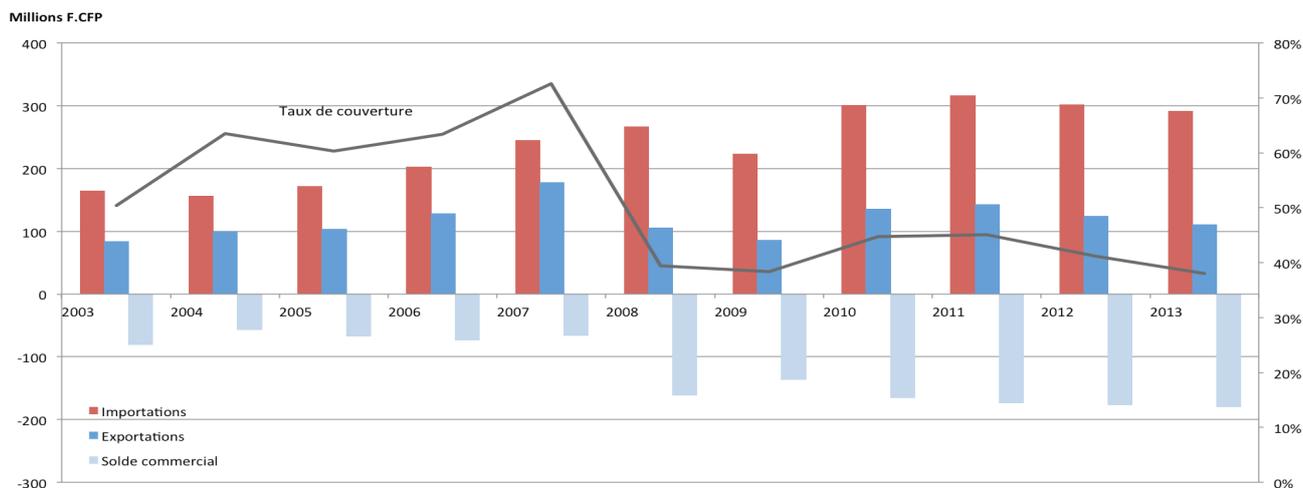
En volume, la baisse des importations de biens associée à la hausse des exportations des produits du nickel contribuent positivement à la croissance. Néanmoins, l'équilibre extérieur est sévèrement pénalisé par les effets de prix.

Ainsi, les exportations de nickel progressent de 2 % en volume, mais les ventes en valeur reculent de 15 % en raison de la chute des cours. Le développement des ventes de cobalt ainsi que la hausse des exportations de déchets divers (notamment cuivre et aluminium) viennent cependant atténuer la baisse des ventes de biens qui diminuent au total de 13 milliards de F.CFP, soit -11 %.

Les importations sont également marquées par d'importants effets de prix avec en particulier la baisse des cours des hydrocarbures qui limite l'envolée de la facture énergétique. Au total, les importations de biens se replient de 10 milliards de F.CFP, soit -3,4 %. En isolant les effets-prix, on estime que les importations de biens reculent de 1,4 % en volume, en raison d'une demande inférieure de la métallurgie et, dans une moindre mesure, du BTP et de l'automobile. A l'inverse, les importations d'hydrocarbures augmentent de 21 % en volume pour répondre aux besoins énergétiques croissants des métallurgistes.

Dans ce contexte, le solde commercial se creuse à nouveau pour s'établir à -180 milliards de F.CFP. Le taux de couverture perd 3 points, passant de 41 % à 38 %. A l'inverse, le déficit des échanges de services s'atténue avec la fin du chantier de l'usine du Nord. Le recours extérieur en services aux entreprises se réduit tandis que les exportations de services hôteliers et de restauration stagnent, en lien avec la fréquentation touristique.

Le solde commercial stable mais toujours très déficitaire



L'IMPACT DU NICKEL SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

La forte dépendance de l'économie calédonienne au secteur du nickel est retracée dans plusieurs rubriques de la balance des paiements. Principale source de recettes à l'exportation (environ 90 %), ses fluctuations influent traditionnellement sur la balance commerciale calédonienne. Plus récemment, la phase

exceptionnelle d'investissements massifs dans le secteur, liée à la construction des deux nouvelles usines métallurgiques, a eu des impacts importants : l'externalisation de la construction s'est traduite par une forte augmentation des dépenses en services de construction ou services relevant des « autres services aux entreprises » (ingénierie notamment) et des importations de biens et de marchandises, accentuant ainsi le déficit courant.

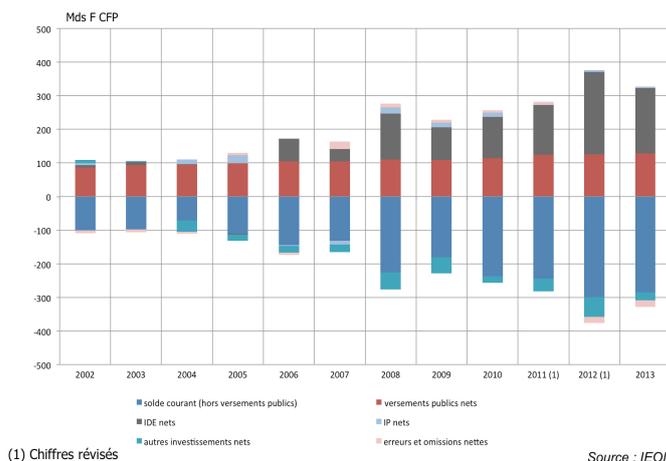
En contrepartie, le financement des projets par deux opérateurs distincts, avec un actionariat pour partie non-résident, a généré des flux très importants d'investissements directs (ID) entrants (notamment de flux de trésorerie entre la maison mère et la filiale).

Ces investissements ont donc compensé le creusement de la balance courante calédonienne.

Par la suite, la montée en puissance des usines se traduira par une augmentation des exportations, tandis que les importations diminueront sensiblement, ce qui permettra de diminuer le déficit structurel de la balance commerciale.

Cette phase n'est pas encore réellement visible compte tenu notamment du niveau bas des cours et d'un recours encore important aux importations imputable aux difficultés techniques rencontrées par les opérateurs métallurgistes.

Dans le futur, une fois que les usines auront atteint leur seuil de rentabilité, la distribution de dividendes aux actionnaires extérieurs à la Nouvelle-Calédonie, correspondant à une sortie de revenus d'investissements directs, sera observable au niveau de la balance courante.



CEROM

Le projet CEROM a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Les premiers travaux ont été menés sur l'économie guadeloupéenne, dès 2002. Un séminaire organisé en Polynésie française en mai 2004 a réuni, outre les trois premiers partenaires du projet (AFD, IEDOM, INSEE), des représentants de l'IEOM (Institut d'Émission d'Outre-Mer) et des instituts territoriaux de statistique (ISPF pour la Polynésie, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie).

Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle-Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale en fonction d'hypothèses d'évolution en volume et en valeur, et grâce à un certain nombre de données connues.

Les publications de CEROM

◆ Études thématiques :

- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)
- Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole (2012)
- Les entreprises en Nouvelle-Calédonie (2011)
- Les défis de la croissance calédonienne (2008)

Pour en savoir plus

www.cerom-outremer.fr

www.isee.nc

www.ieom.fr

www.afd.fr

“Bilan économique et social 2014” - ISEE

“Rapport annuel 2014” de l'IEOM

